

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N° 648/ Mars 2021

TENDANCES CONJONCTURELLES

4^e TRIMESTRE 2020

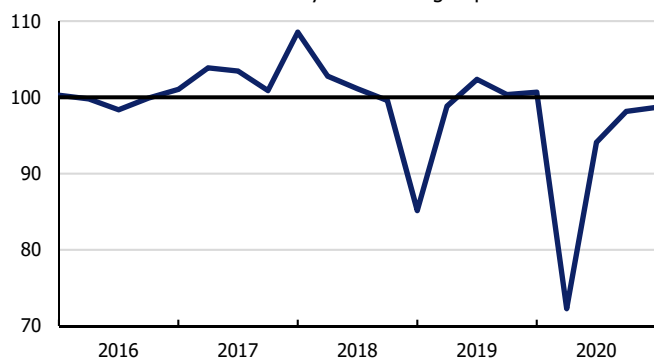
La Réunion profite d'une situation sanitaire maîtrisée au quatrième trimestre 2020, échappant ainsi au confinement mis en place en novembre en France métropolitaine. Cela bénéficie à l'économie réunionnaise. Ainsi, après une première phase de rebond de l'activité suite au déconfinement, l'indicateur du climat des affaires continue de se redresser, mais plus lentement. Si l'activité reste en retrait par rapport à la même période en 2019 (baisse de 6 % du CA), près de la moitié des entreprises interrogées déclarent ne plus rencontrer de difficulté de trésorerie. Le marché du travail tend également à se normaliser. La consommation des ménages continue d'être bien orientée en cette fin d'année et l'investissement participe désormais à cette reprise graduelle. L'activité économique s'améliore dans tous les secteurs, mais à des niveaux différents. Les estimations d'évolution de CA continuent d'être mal orientées dans le tourisme et la construction ce trimestre, alors qu'elles sont positives dans l'industrie et le commerce.

Cependant, l'instauration de nouvelles mesures de restriction depuis le 10 février 2021 (fermeture des centres commerciaux de plus de 20 000 m² et couvre-feu progressif) apparaît comme un obstacle à cette reprise et risque de mettre à mal la confiance des chefs d'entreprise fraîchement retrouvée.

La conjoncture économique à La Réunion

Un climat des affaires bien orienté fin 2020, avant de nouvelles restrictions

Indicateur du climat des affaires à La Réunion
100= moyenne de longue période



Source : IEDOM, enquête de conjoncture

La situation sanitaire à La Réunion est maîtrisée au quatrième trimestre 2020 et le territoire échappe ainsi aux mesures plus restrictives décidées en France métropolitaine (un deuxième confinement du 30 octobre au 15 décembre). Ainsi la reprise économique se poursuit en cette fin d'année. Après une première phase de rebond de l'activité suite au déconfinement, l'indicateur du climat des affaires (ICA) continue de se redresser, mais plus lentement (+0,6 point). Il s'établit ainsi à 98,8 en fin d'année.

Toutefois, l'économie réunionnaise subit encore les conséquences de la crise sanitaire. Interrogés sur les évolutions de chiffre d'affaires, les chefs d'entreprise estiment subir une baisse de 6 % en moyenne au quatrième trimestre par rapport au même trimestre de 2019, contre -10 % au troisième trimestre et -26 % au

deuxième trimestre.

Si l'activité reste en retrait, les chefs d'entreprise portent un jugement plus favorable concernant leurs délais de paiement et leur trésorerie. Près de la moitié des entreprises interrogées déclarent ne plus rencontrer de difficulté de trésorerie contre un peu plus d'un tiers le trimestre passé. Leurs perspectives d'investissement sont également mieux orientées.

Cependant, l'instauration de nouvelles mesures de restriction depuis le 10 février 2021 (fermeture des centres commerciaux de plus de 20 000 m² et couvre-feu) apparaît comme un obstacle à cette reprise et risque de mettre à mal la confiance des chefs d'entreprise fraîchement retrouvée.

Des prix à la consommation toujours atones

L'indice des prix à la consommation des ménages (IPC) progresse de 0,1 % en décembre 2020 par rapport à septembre 2020, après avoir augmenté de 0,2 %. Cette évolution est principalement alimentée par la remontée des prix des services de transport (+12,6 %), tirés par ceux de l'aérien. À l'inverse, les prix des produits pétroliers reculent de 2,6 %.

Sur un an, l'IPC recule de 1,0 % en glissement annuel, en lien avec la baisse des prix dans l'énergie et les services. Ils restent stables en France hors Mayotte.

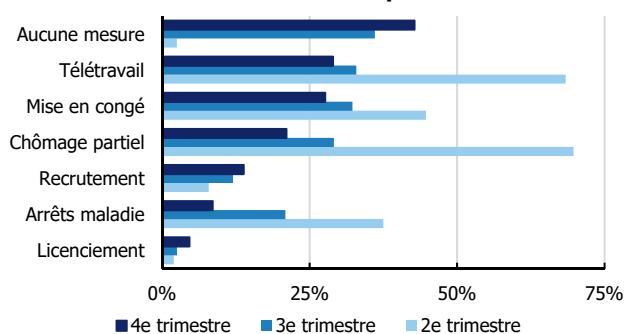
Évolution en glissement annuel de l'indice des prix à la consommation des ménages



Source : Insee, données mensuelles

Le marché du travail se normalise

Mesures mises en place par les entreprises concernant l'emploi



En % d'entreprises répondantes (plusieurs réponses possibles)
Source : IEDOM, enquête de conjoncture

Le marché du travail tend à se normaliser. Un peu moins de la moitié des professionnels interrogés n'ont pris aucune mesure spécifique concernant leurs salariés au cours du quatrième trimestre 2020, contre un tiers le trimestre précédent et seulement 2 % au deuxième trimestre.

Une entreprise sur cinq de notre échantillon déclare placer une partie de ses effectifs en activité partielle. Au total à fin décembre, ce dispositif ne concerne néanmoins plus que 4 000 salariés du secteur marchand soit 2,6 % des emplois. À l'inverse, 14 % des entreprises interrogées déclarent avoir recruté de nouveaux collaborateurs.

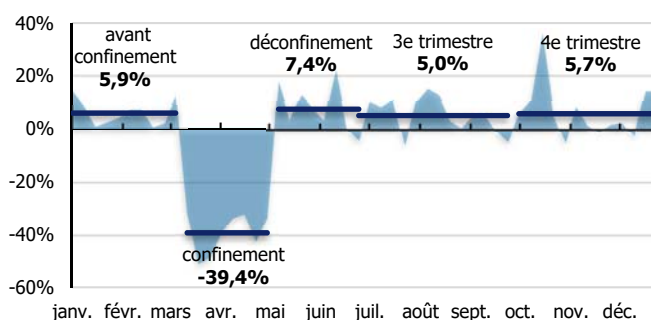
Dans ce contexte, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A recule de 2,4 % sur le trimestre (CVS). Toutefois, celui des demandeurs ayant connu une activité réduite augmente de 5,9 %. Au total, le nombre de demandeurs de catégorie ABC diminue de 1,0 % sur le trimestre.

Une consommation des ménages soutenue

La consommation des ménages reste bien orientée en cette fin d'année. Les paiements par carte bancaire progressent de 5,7 % par rapport à la même période en 2019¹ et les importations destinées aux ménages s'inscrivent en hausse : +6,1 % pour les importations de produits agroalimentaires sur un an, +11,3 % pour ceux de biens d'équipement du foyer et +14,5 % pour ceux de produits courants. Les Réunionnais ont davantage passé leurs congés de fin d'année sur l'île qu'à l'extérieur et ont donc plus consommé que de coutume.

Le marché automobile termine également l'année avec des niveaux de ventes de véhicules neufs élevés (plus de 7 600 véhicules vendus sur le trimestre) en hausse de 13,1 % sur un an. Les crédits à la consommation s'inscrivent également à la hausse, avec un encours en augmentation de 2,8 % sur le trimestre (+3,1 % sur un an).

Évolution des transactions par cartes bancaires



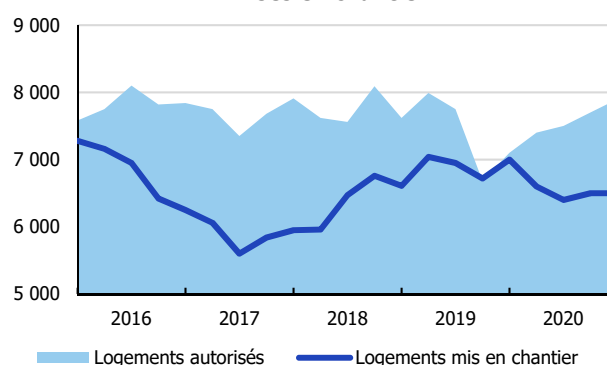
En glissement annuel
Sources : GIE Cartes Bancaires, analyse réalisée par l'IEDOM sur un échantillon de données de paiement par carte bancaire CB agrégées et anonymisées.

¹ Source : GIE Cartes Bancaires, calculs IEDOM sur un échantillon de données de paiement par carte bancaire CB agrégées et anonymisées.

Bien que la contraction soit moins élevée, les professionnels du secteur de la **construction** constatent encore une baisse de leur CA sur le trimestre, de l'ordre de -8 % par rapport à 2019 (-27 % au troisième trimestre). Les trois quarts des entreprises de notre échantillon déclarent subir encore des difficultés de trésorerie et tentent de les combler en accélérant le recouvrement de leur créances clients et en recourant aux aides publiques (PGE, fonds de solidarité, etc.).

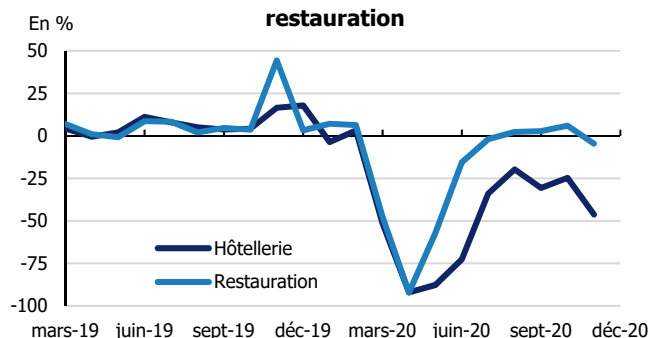
Les mises en chantier de logements stagnent sur le trimestre (en cumul sur un an) et s'inscrivent en retrait de 7,1 % sur un an. Toutefois, le nombre de logements autorisés poursuit sa progression (+2,6 % sur le trimestre et +11,3 % sur un an). Les effectifs recensés par la caisse des congés payés du BTP s'accroissent de 1,1 % sur le trimestre en CVS.

Évolution des logements autorisés et des mises en chantier



Source : Deal Réunion, cumul annuel

Évolution du CA dans l'hôtellerie et la restauration



Par rapport au même mois de l'année précédente
 Champ : unités légales monorégionales pérennes de 2017 à 2020
 Sources : DGFIP, Insee

2020 par rapport à octobre 2019 et de -46 % en novembre. Le nombre de nuitées chute de nouveau de plus d'un tiers en octobre-novembre 2020 en glissement annuel.

Le monde du **tourisme** (hôtel, restaurant, transport, agence de voyage et les activités culturelles, sportives et récréatives) reste particulièrement touché par les conséquences de l'épidémie de la Covid-19, et enregistre encore une baisse de 30 % de son CA en moyenne après -45 % au troisième trimestre et -71 % au deuxième trimestre.

Toutes les activités touristiques ne sont pas impactées de la même manière. La restauration oscille sur des niveaux d'activité proches de ceux de 2019 et le transport aérien retrouve certaines couleurs en fin d'année, avec une hausse du trafic de passagers de 9,7 % sur le trimestre. Cependant, la fréquentation des aéroports de l'île reste nettement en deçà de son niveau habituel : -62,9 % par rapport à fin 2019. Par ailleurs, les agences de voyage sont toujours quasiment à l'arrêt et l'hôtellerie enregistre des pertes importantes de CA durant la haute saison touristique : -25 % en octobre

La conjoncture régionale et internationale

EN 2020, UN CHOC PARTICULIÈREMENT SEVERE POUR LES ECONOMIES DE LA REGION DEPENDANTES DU TOURISME INTERNATIONAL

En **Afrique du Sud**, les dernières prévisions de la Banque centrale tablent sur une contraction du PIB de 7,1% en 2020 après une croissance atone en 2019 (+0,2%). Alors que la reprise au troisième trimestre a été vigoureuse, les perspectives sont assombries par la nouvelle vague épidémique que connaît le pays en fin d'année et l'apparition du variant sud-africain. De nouvelles mesures de restriction sont ainsi entrées en vigueur mi-décembre. De plus, la forte baisse des investissements publics et privés en 2020 et leur faiblesse persistante en 2021 devraient peser sur les perspectives de croissance. Celle-ci est attendue à +3,6 % en 2021 par la banque centrale sud-africaine.

A **Maurice**, l'impact économique de la pandémie est particulièrement fort en 2020 et la contraction du PIB est estimée à -15,2 % sur l'année par l'institut statistique. Le secteur du tourisme, qui représente 13 % du PIB est extrêmement touché par les mesures de confinement et la suspension des vols internationaux. D'autres secteurs clés tels que l'industrie manufacturière, le commerce, la construction et les transports ont également subi une perte importante de production. Si les perspectives à court terme restent incertaines, le déploiement de la vaccination dans le monde améliore les perspectives. Le potentiel de croissance du territoire est par ailleurs élevé. La Banque centrale mauricienne prévoit une croissance du PIB de 7,9 % en 2021.

A **Madagascar**, la crise de la Covid-19 a eu des impacts fortement négatifs sur l'économie. Le PIB se contracterait de -3,2 % en 2020 selon les prévisions du FMI après une croissance de +4,8 % en 2019. L'arrêt du tourisme, la forte baisse des échanges commerciaux et la perturbation des chaînes d'approvisionnement ont fortement pénalisé l'activité économique malgache. L'économie a entamé au troisième trimestre une reprise grâce notamment au rebond de la demande intérieure avec la levée des restrictions de circulation. Le retour progressif du commerce mondial favorise également l'activité. Les perspectives restent modérées pour 2021 avec une hausse de 3,2 % du PIB prévue par le FMI pour 2021.

Le choc économique lié à la pandémie de coronavirus est particulièrement sévère pour l'archipel des **Seychelles** dont l'économie est très dépendante du tourisme international. En effet, le tourisme représente environ 30 % du PIB. Le FMI prévoit une contraction de près de 14 % du PIB pour 2020. L'économie devrait être durablement touchée et les perspectives pour 2021 restent moroses : +4,1 % de croissance par rapport à 2020.

L'activité économique se contracterait de 1,8 % aux **Comores** en 2020 en conséquence de la crise sanitaire internationale. L'archipel avait déjà fortement été affecté en 2019 par le passage du cyclone Kenneth (avril 2019). Dans un contexte où les efforts de reconstruction engagés après le cyclone auraient eu un impact positif, l'économie comorienne est affectée par les mesures de distanciation sociale appliquées pour faire face à la propagation du virus, mais aussi par les perturbations sur les échanges commerciaux et par l'arrêt du tourisme. Les perspectives sont plus favorables pour 2021 avec une croissance prévue à 2,9 %.

Sources : Banques centrales, institutions nationales, FMI

LA CONTRACTION DE L'ÉCONOMIE MONDIALE FINALEMENT MOINS MARQUÉE QUE PRÉVU EN 2020

Selon les dernières estimations publiées par le FMI en janvier 2021, le PIB mondial aurait reculé de 3,5 % en 2020, soit 0,9 point de mieux qu'anticipé en octobre. Cette révision s'explique principalement par une reprise de l'activité plus vigoureuse que prévu au deuxième semestre de l'année. Pour 2021, l'économie mondiale devrait connaître une croissance de 5,5 %. Cette prévision a été revue à la hausse de 0,3 point de pourcentage par rapport à octobre, en lien avec l'optimisme placé dans les vaccins et les mesures de soutien supplémentaires annoncées dans plusieurs grandes économies.

Aux États-Unis, après le net rebond enregistré au troisième trimestre (+7,5 % en rythme trimestriel), le PIB a augmenté dans une moindre mesure au cours des trois derniers mois de l'année (+1,0 %). La consommation a peu progressé (+0,6 %) tandis que l'investissement privé a enregistré une hausse de 5,8 %. Sur l'ensemble de l'année 2020, le PIB a reculé de 3,5 %, soit la plus forte baisse enregistrée depuis 1946. Pour 2021, le FMI table sur une croissance du PIB de 5,1 %.

Dans la zone euro, le PIB s'est contracté de 0,6 % au quatrième trimestre selon Eurostat après une hausse de 12,4 % au trimestre précédent. Le taux de chômage est quant à lui resté stable à fin décembre (8,3 %) tout comme le taux d'inflation qui reste établi à -0,3 % pour le quatrième mois consécutif. Sur l'année entière, le PIB a diminué de 6,8 % selon les estimations d'Eurostat et de 7,2 % selon le FMI. L'Allemagne serait l'un des pays de la zone avec le repli le moins marqué (-5,4 %), alors que l'Espagne verrait son PIB chuter de 11,1 % sur l'année. En 2021, la zone euro pourrait voir son PIB progresser de 4,2 % selon le FMI.

En France, le confinement en vigueur entre fin octobre et mi-décembre, ainsi que les couvre-feux survenus avant et après cette période, ont entraîné une baisse du PIB de 1,3 % au quatrième trimestre. Le deuxième confinement a particulièrement impacté la consommation des ménages, qui s'est contractée de 5,4 %, tandis que l'investissement a poursuivi sa reprise (+2,4 % après +24,0 % au trimestre précédent). Les exportations (+4,8 %) ont par ailleurs augmenté plus rapidement que les importations (+1,3 %) pour le deuxième trimestre consécutif. L'Insee estime que le PIB a chuté de 8,3 % sur l'ensemble de l'année. Une hausse de l'ordre de 5 % est attendue en 2021 selon la Banque de France.

Au Japon, la trajectoire positive enregistrée au troisième trimestre s'est poursuivie avec une augmentation du PIB de 3,0 % sur les trois derniers mois de l'année. La consommation des ménages et l'investissement ont respectivement progressé de 2,2 % et 4,5 % sur la période. Le FMI estime que le PIB s'est contracté de 5,1 % en 2020 et il anticipe un rebond de 3,1 % en 2021.

Le recul du PIB dans les pays émergents et en développement a finalement été moins important que prévu en 2020 (-2,4 % contre -3,3 % anticipé par le FMI en octobre). En Chine, le PIB a enregistré une hausse de 2,3 % sur l'année tandis qu'à l'inverse l'Inde, le Mexique et le Brésil, fortement touchés par la crise sanitaire tout au long de l'année, ont vu leur activité économique se dégrader nettement (respectivement -8,0 %, -8,5 % et -4,5 %). En 2021, le FMI prévoit un rebond du PIB de 6,3 % dans ce groupe de pays.

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Banque de France, Gouvernement du Japon – données arrêtées à la date du 17 février 2021.

[Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)
[Annexes statistiques et méthodologie](#)

Directeur de la publication : G. LESELLIER – Responsable de la rédaction : M. AOURIRI
Rédacteurs : D. PERRAIN
Éditeur et imprimeur : IEDOM
Achevé d'imprimer : mars 2021 – Dépôt légal : mars 2021 – ISSN 2679-0823